

Situation des droits de l'homme dans l'est de la République démocratique du Congo,

Trente-septième session extraordinaire du Conseil des droits de l'Homme

7 février 2025

Malgré les alertes répétées de la société civile sur la détérioration de la situation sécuritaire à l'Est, et son impact sur les droits humains sur l'ensemble du pays avec, notamment, la levée du moratoire sur la peine de mort et le ciblage des défenseur.es des droits humains et des avocat.es, la population civile congolaise continue d'être la première victime du conflit armé.

En moins de deux semaines, plus de 3000 personnes ont été tuées au cours des affrontements et près de 3000 autres ont été blessées. Dans la ville de Goma, plus d'une centaine de femmes et enfants ont été brûlés vifs et un nombre indéterminé d'hommes ont été tués par balle lors d'une évasion de la prison centrale de Munzenze. Au moins 35 cas de viols sur des femmes et des jeunes filles à Karisimbi ont été rapportés.

Nos organisations ont également documenté des cas de disparitions forcées, de recrutements forcés, et d'exécutions sommaires impliquant le M23 qui a interdit les activités des organisations de la société civile et des mouvements citoyens dans la ville de Goma.

Nous craignons des violations massives des droits humains ciblant les populations civiles sur la base du genre, de l'activité professionnelle ou associative et de l'appartenance communautaire.

Nous demandons instamment aux Etats membres du Conseil des droits de l'Homme de :

- Prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection des civils immédiatement menacés de violences physiques et la prise en charge des victimes de violences sexuelles ;
- Renforcer les mécanismes de protection pour les défenseur.es des droits humains et les avocat.es menacé.es ;
- Etablir un mandat indépendant afin de mener des enquêtes approfondies sur toutes les violations du droit international par toutes les parties au conflit depuis la résurgence du M23 à la fin de l'année 2021.

Je vous remercie

Cosignataires

- 1. Action des chrétiens pour l'abolition de la torture – RDC (ACAT-RDC)**
- 2. Centre pour les droits civils et politiques (Centre CCPR)**
- 3. Fédération internationale des ACAT (FIACAT)**
- 4. Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT)**